

N° 5297²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

**transposant en droit luxembourgeois la directive
2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union
européenne en matière de fiscalité des revenus de
l'épargne sous forme de paiement d'intérêts**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

(16.4.2004)

Par lettre en date du 3 février 2004, M. le ministre des Finances a fait parvenir pour avis à notre chambre professionnelle le projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts.

D'après le texte de la directive, les dispositions de celle-ci seront applicables à compter du 1er janvier 2005, si certaines conditions sont remplies. Tant que la Suisse, le Liechtenstein, Andorre, Monaco et Saint-Marin et les territoires dépendants ou associés concernés des Etats membres n'appliquent pas les mêmes mesures que celles prévues par la directive, les dispositions de la directive ne sont pas non plus applicables dans les Etats membres.

La directive prévoit que chaque Etat membre devra informer les autres des intérêts versés à partir de cet Etat membre à des particuliers résidant dans d'autres Etats membres. Le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche sont autorisés, au lieu de communiquer des informations, à prélever une retenue à la source, et ceci afin de sauvegarder l'anonymat des clients des banques vis-à-vis de l'administration fiscale. Cette retenue sur les paiements d'intérêts s'élèvera à 15% pour les trois premières années à compter de l'application des dispositions de la directive, à 20% pour les trois années suivantes et à 35% par la suite.

En ce qui concerne le partage des recettes, 75% des recettes prélevées par le Luxembourg et provenant de l'application de la retenue à la source sont à verser à l'Etat membre de l'UE de la résidence de l'investisseur, alors que 25% du montant des recettes seront gardés par le Trésor luxembourgeois.

La directive est également à transposer dans le droit interne des dix nouveaux Etats qui vont adhérer à l'UE le 1er mai 2004. Ces Etats doivent appliquer l'échange automatique d'informations à partir de la date d'application de la directive et ne peuvent donc pas opter pour le système de la retenue à la source.

D'après l'exposé des motifs, la directive, qui est le fruit de longues négociations, assure une prévisibilité à la place financière et maintient la compétitivité du marché luxembourgeois par rapport à d'autres centres financiers. De cette manière, la gestion du patrimoine continue à rester un pilier important de la place.

Si notre chambre est consciente du fait qu'on ne peut pas changer le contenu de la directive, dont la transposition projetée est correcte, elle tient cependant à formuler quelques observations générales en la matière.

La Chambre de travail, qui défend les intérêts des salariés, et en particulier des ouvriers, estime qu'il est fondamentalement injuste d'un point de vue social que des revenus de capitaux puissent échapper à l'imposition alors que les revenus salariaux sont en toute transparence soumis à une imposition à la source.

Le bien-être d'un pays membre d'une zone économique et monétaire plus vaste ne peut pas être basé durablement sur une niche de souveraineté comme le secret bancaire. Un tel pays doit en effet constam-

ment se battre contre des pressions de ceux qui, de manière justifiée ou non, le qualifient de paradis fiscal.

Néanmoins, tout le monde conviendra que l'on ne peut pas du jour au lendemain changer l'orientation d'un secteur entier de l'économie de notre pays, sans donner la possibilité et le temps à ce secteur pour développer des produits nouveaux. En effet, à l'heure actuelle, le secteur financier est, avec plus de 25.000 emplois, un facteur-clé de la richesse du Luxembourg, sans parler des emplois induits dans d'autres branches de l'économie luxembourgeoise. En outre, le secteur financier génère des recettes fiscales considérables.

C'est pourquoi notre chambre adhère au compromis obtenu par le Gouvernement luxembourgeois dans les négociations longues et difficiles.

Elle rappelle que la directive a été adoptée à l'unanimité des Etats membres, comme il est requis pour les décisions en matière de fiscalité au niveau européen.

Luxembourg, le 16 avril 2004

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Le Président,
Henri BOSSI